



Analysen eidgenössischer Urnengänge
Analyses des votations fédérales
Analisi delle votazioni federali

Analyse de la votation fédérale du 6 décembre 1992

Hanspeter Kriesi, Claude Longchamp, Florence Passy, Pascal Sciarini

Résultat de la votation	Oui	Non
Arrêté fédéral sur l'Espace économique européen	1 762 872	1 786 708
	49.7%	50.3%
Participation	78,3%	



Institut de recherche
"Politique et état", Hirschengraben 5
Case postale 6323, 3011 Berne
téléphone 031 311 08 06, téléfax 031 311 08 19,
gfs@gfs-be.ch

**Université
de Genève** Université de Genève, Département de science politique,
Faculté des sciences économiques et sociales
102, Boulevard Carl-Vogt, 1211 Genève 4, Tél. 022 705 83 60

Février 1993 · Publication N° 47

Principaux résultats de l'analyse de la votation fédérale du 6 décembre 1992

La votation du 6 décembre 1992, qui portait sur l'entrée de la Suisse dans l'Espace économique européen, a sans aucun doute été l'événement politique majeur de l'année en Suisse. Si nous parcourons l'histoire de la

démocratie directe, rares sont les consultations populaires qui portent sur un enjeu politique de cette ampleur, touchant à de multiples facettes de la vie du citoyen: son environnement économique, ses droits sociaux, ses valeurs, etc. Cette votation historique a donné lieu à une campagne précédant le vote haute en couleur. Non seulement les médias, mais également l'ensemble de l'élite politique du pays se sont largement mobilisés pour informer, pour les premiers, et divulguer, pour les seconds, leur positions respectives. Cet événement majeur dans la vie politique du pays s'est également traduit par un taux de participation rarement atteint dans l'histoire des votations populaires (78.3 pourcent). L'initiative «Pour une Suisse sans armée», soumise au peuple en 1989, et les initiatives xénophobes des années '70 ont aussi été fortement mobilisatrices. Cependant, il faut remonter au mois de juillet 1947 pour rencontrer un taux de participation comparable à cette votation du 6 décembre. Outre cette mobilisation exceptionnelle, le score extrêmement serré entre les partisans et les opposants de l'Accord EEE reflète une autre particularité de cette votation: la polarisation des Suisses et Suissesses sur cet enjeu historique.

Une analyse du vote sur l'EEE en terme de processus permet de déterminer le potentiel des deux camps à l'origine de la campagne, le climat et l'impact de celle-ci, ainsi que l'importance des facteurs communicationnels pour le résultat final. Le projet EEE était indéniablement complexe et n'avait qu'un rapport limité avec la vie quotidienne, ce qui était à la fois une chance et un danger: une chance, dans la mesure où l'objet du vote ne s'imposait pas de lui-même, mais pouvait être présenté, expliqué et argumenté; un danger, car le temps limité à disposition pour forger la décision a provoqué un déplacement de la discussion, du contenu du projet, vers la signification du vote. En particulier, le fait que le vote se soit profilé comme une décision de fond quant au rapport entre la Suisse et l'Europe a, certes, favorisé l'unité de la Suisse romande. Cependant, ce phénomène a aussi radicalement mis en question la culture politique des régions rurales alémaniques, orientées vers le passé et de type localiste.

À l'origine des débats, le potentiel pour un «oui» à l'EEE était indiscutablement présent. Dans les sondages, une majorité absolue de citoyen-ne-s - ayant l'intention de participer au vote - se prononçaient pour le «oui» après la signature de l'Accord EEE en mai 1992, ainsi que pendant et après la session spéciale des Chambres fédérales. Les faiblesses des partisans de l'EEE sont apparues surtout durant l'été, avec la prise de conscience des conséquences d'une entrée dans l'EEE pour la démocratie directe et du point de vue social, et avec l'offensive précoce des opposants, au travers de la prise de parole de l'UDC zurichoise. De plus, les partisans ont manqué de façon incompréhensible le départ de la campagne proprement dite. De leur côté, les adversaires de l'EEE ont renforcé leur potentiel d'opposition, en particulier au moyen d'un long sprint final et d'une campagne d'annonces dans la presse conduite de manière conséquente. Cette campagne d'annonces a créé un contrepoids à la partie rédactionnelle des journaux et a renforcé la dimension émotionnelle du débat, en mettant en relief des thèmes, tels que la perte de souveraineté, l'immigration, et les diminutions de salaire.

À la fin de la campagne, la Suisse était politisée comme rarement elle l'a été dans son histoire moderne. La démocratie directe révélait son visage passionnel et la participation au vote atteignait presque un niveau record. L'analyse montre que les indécis se sont largement ralliés aux courants majoritaires dans leur contexte. En Suisse romande, ce phénomène a favorisé l'acceptation de l'Accord EEE. En Suisse alémanique, il a scellé le refus du peuple et des cantons: les citoyen-ne-s qui n'avaient pas pu être convaincus ont eu tendance à basculer dans le camp des «non».

L'analyse de la participation révèle que les «citoyens sélectifs», ceux ne prenant part aux consultations populaires que de façon sporadique, se sont, tout comme ceux qui habituellement s'abstiennent de prendre le chemin des urnes, fortement mobilisés pour cette votation. En effet, 62 pourcent des abstentionnistes habituels, ainsi que 90 pourcent des citoyens sélectifs ont participé au vote sur l'EEE. Ce taux de participation pour ces catégories de citoyens est, comparativement aux autres votations, exceptionnellement élevé. En outre, ceux/celles qui s'abstiennent généralement de voter ont manifesté en l'occurrence un comportement de vote

distinct. Si les citoyen-ne-s sélectifs et les citoyen-ne-s modèles ont soutenu le projet gouvernemental, les abstentionnistes suisses alémaniques l'ont massivement rejeté, tandis que les abstentionnistes suisses romands l'ont, au contraire, fortement soutenu. En d'autres termes, le surcroît de population a, comme pour les indécis, opéré dans deux sens opposés en Suisse alémanique et en Suisse romande, renforçant ainsi le clivage linguistique.

Si toutes les catégories de citoyens se sont fortement mobilisées pour déposer leur bulletin dans les urnes (le taux le plus faible est de 59 pourcent), les personnes les moins bien formées et les ouvriers ont participé cependant moins volontiers que les individus pourvus de diplômes.

Contrairement à leur habitude, les personnes déclarant n'être pas du tout intéressées par la politique se sont néanmoins mobilisées pour plus de 66 pourcent d'entre elles. Nous avons pu mettre en relief que celles-ci, comme les abstentionnistes, se sont opposées au Traité, alors que les citoyens intéressés par la politique ont été favorables au projet gouvernemental. L'exceptionnelle mobilisation, autant des abstentionnistes que des citoyens n'étant pas intéressés par les affaires de la cité, a donc joué en défaveur de l'Accord EEE. Cependant, si ces deux catégories de citoyens s'étaient, comme à l'accoutumée, abstenues le 6 décembre, le résultat du vote n'aurait pas été différent.

L'étude sur la compétence a également souligné la particularité de cette votation. En effet, comparativement aux autres votations fédérales, le pourcentage de citoyens incompetents ou peu compétents est nettement inférieur à la moyenne, alors même que l'objet soumis au verdict populaire était extrêmement complexe. Ce résultat peut être compris à la lumière de trois éléments distincts. Tout d'abord, l'importante campagne a offert aux citoyens une abondante information qui a sans conteste contribué à améliorer la compétence de ces derniers. Deuxièmement, le discours de la droite populiste, incarnée par le personnage de Christoph Blocher, a contribué à une réduction de la complexité de l'enjeu en le ramenant sur le terrain des valeurs et de la vie quotidienne de chaque citoyen et citoyenne. Finalement, outre l'impact du discours populiste, les citoyens eux-mêmes ont eu tendance à ramener l'enjeu EEE à un niveau plus abordable.

Autant notre mesure de la compétence objective-connaissance de l'objet soumis au vote - que la mesure subjective - évaluation subjective du niveau d'information des citoyens par rapport à l'EEE - soulignent l'importante participation des personnes incompetentes et mal informées. Là encore, nous avons pu mettre en évidence, que plus les personnes sont incompetentes ou se sentent mal informées sur cet enjeu, plus elles ont tendance à s'opposer à l'Accord EEE. A l'inverse, moins les citoyens sont compétents ou bien informés, plus le soutien au projet gouvernemental est limité. Néanmoins, si ces deux catégories de citoyens - les incompetents et les citoyens mal informés sur l'EEE - s'étaient abstenues lors de cette consultation, le verdict populaire n'aurait pas été différent.

Les analyses qui ont suivi le vote ont mis l'accent sur les différents clivages qui se sont manifestés lors de cette votation, mais tout particulièrement sur le clivage linguistique. Notre étude souligne l'importance de cinq clivages: «populiste» (opposant les citoyens faisant confiance au gouvernement aux citoyens méfiants), linguistique, ville/campagne, niveau de formation et gauche/droite. Ainsi, les personnes accordant leur confiance aux autorités, les Romands, les citoyens vivant en ville, ceux bénéficiant d'un niveau de formation supérieur et, pour terminer, les personnes qui politiquement se situent à gauche, ont été largement favorables à l'EEE. De ces cinq clivages principaux, deux sont prépondérants pour l'explication du vote: le clivage «populiste» et le clivage linguistique.

Dans une seconde phase de l'étude du profil des votants, nous avons pu mettre en évidence l'effet cumulé de ces différents clivages. Tout d'abord, nous notons que le clivage ville/campagne au niveau du vote est apparent dans les deux régions linguistiques. En revanche, la méfiance a joué un rôle nettement plus fort chez les Alémaniques. En effet, les citoyens suisses allemands, méfiants envers leurs autorités politiques, ont largement

repoussé le projet gouvernemental, principalement pour ceux qui vivent à la campagne. A contrario, la confiance, autant chez les Alémaniques que les Romands, a joué un rôle plutôt favorable pour l'EEE. L'impact du niveau de formation a également été important, sauf dans les villes de Suisse romande. En milieu rural, les citoyens alémaniques peu formés ont eu tendance à rejeter massivement l'Accord, tandis que ceux qui ont un niveau de formation supérieur dans un tel contexte - campagne suisse allemande - l'ont soutenu plus volontiers. Autre constat, le clivage gauche/ droite a également joué un rôle notoire, mais davantage à la campagne qu'en ville.

Cette analyse détaillée du profil du vote nous a permis d'identifier le profil politique et social du noyau des adversaires de l'EEE. Il s'agit surtout des personnes qui habitent dans la campagne alémanique pourvues d'un niveau de formation modeste et qui, s'ils ont une sensibilité politique, sont orientés politiquement au centre ou à droite. A ce groupe s'ajoutent tous les autres Suisses alémaniques d'orientation politique centriste ou de droite qui se méfient du gouvernement. Il existe donc, en Suisse allemande, un camp d'opposants «irréductibles» qui est très large, mais néanmoins pas majoritaire dans l'ensemble des cantons qui ont repoussé l'Accord EEE. Ceci dit, il est possible que cette catégorie de citoyens ne soit pas aussi inamovible sur ses positions en regard de l'EEE. En effet, la confiance accordée au gouvernement est un facteur qui est susceptible d'être influencé par des changements provenant, soit du contexte économique et politique, soit de la politique menée par les autorités publiques, soit encore, comme la première partie de notre étude a pu le mettre en évidence, des campagnes d'informations.

L'analyse des motivations énoncées spontanément par les opposants et les partisans de l'Accord EEE montre que ce sont deux visions de la Suisse et de son avenir qui se sont opposées le 6 décembre, plutôt que deux évaluations froides et rationnelles des coûts et des bénéfices de l'EEE. Les motivations avancées par les partisans de l'Accord EEE pour justifier leur acceptation s'articulent principalement autour de deux grands thèmes: d'une part, des motivations d'ordre culturel, comme le refus de l'isolement et la volonté d'ouverture vers la CE; d'autre part, des motivations de type économique, suscitées par les avantages attendus de l'accès à l'Espace économique européen. Ces motivations sont très similaires chez les partisans alémaniques et romands.

Ces deux catégories de motivations sont aussi présentes chez les opposants, mais opèrent évidemment en sens inverse. La première catégorie traduit un réflexe de type identitaire, né de la crainte de voir s'effondrer une certaine conception de la Suisse par l'ouverture sur l'Europe. Ce réflexe se manifeste par la peur d'une perte de souveraineté et les critiques à l'égard de l'absence de véritable co-décision dans l'EEE, la crainte de l'invasion des étrangers, ainsi que le désarroi face à l'accélération du processus d'intégration, sentiments alimentés par la méfiance à l'égard d'une CE jugée «non fiable», voire «chancelante». Les avantages économiques à rester en-dehors, la peur du chômage et le coût jugé trop élevé de l'EEE constituent le second groupe de motivations des adversaires du Traité. Enfin, une troisième catégorie d'opposant invoquent explicitement les lacunes de l'information et le manque de clarté du Conseil fédéral comme motifs de refus. Si la décision des opposants romands a été fortement influencée par leur méfiance à l'égard de la CE, leurs homologues alémaniques ont davantage motivé leur vote par la crainte d'une perte d'indépendance, par les raisons économiques, ainsi que par la peur du chômage et de l'invasion des étrangers.

La lecture de la perception des principaux arguments avancés dans la campagne qui a précédé le vote sur l'EEE révèle une formidable polarisation entre les partisans et les adversaires de l'EEE. Ainsi, la majorité des arguments favorables au «oui» sont plébiscités par les partisans de l'accord, mais rejetés tout aussi catégoriquement par ses adversaires. Par exemple, l'argument selon lequel «l'entrée dans l'EEE est vitale pour l'économie» est plébiscité par 92 pourcent des partisans de l'EEE, mais rejeté par 77 pourcent des adversaires. Cette polarisation se manifeste encore plus clairement pour les arguments du «non». Ainsi, l'argument selon lequel «l'entrée dans l'EEE signifie une perte de souveraineté inacceptable» est approuvé par

75 pourcent des opposants de l'EEE, mais rejeté par 84 pourcent des partisans. Selon notre analyse, ces deux arguments précités sont ceux qui ont le plus influencé la décision de soutenir ou de repousser l'Accord, mais d'autres arguments ont aussi eu un impact significatif sur le vote.

La question fondamentale à laquelle nous a conduit notre analyse est la suivante: qu'est-ce qui a finalement décidé un-e citoyen-ne à choisir l'un ou l'autre camp? A notre avis, la réponse tient au fait que les adversaires de l'EEE sont parvenus, dans leur campagne, à mettre en avant les arguments qui «résonnaient» le mieux avec les croyances et les valeurs des Suisse-ses, autrement dit avec leur identité.

Dans la partie conclusive, nous avons montré que les citoyen-ne-s suisses demeurent très réticents à l'idée d'une adhésion à la CE. Un petit tien; seulement des votants du 6 décembre seraient prêts à accepter une telle adhésion; une forte majorité s'y opposerait (59 pourcent, dont 42 pourcent «certainement»), tandis que 12 pourcent sont indécis. Un tiers des votants qui ont approuvé l'Accord EEE se prononceraient contre l'adhésion à la CE. Ce résultat confirme le recul des partisans de l'adhésion à la CE, mis en évidence par les sondages depuis le début de l'année.

Sur la base de notre analyse, il est pourtant difficile d'affirmer que le dépôt de la demande d'adhésion à la CE est responsable de l'échec de l'EEE. Néanmoins, la stratégie des opposants visant à lier les deux enjeux a certainement favorisé le lancement d'un débat de fond sur l'identité suisse, en particulier en Suisse alémanique, débat qui a indirectement pu affecter le vote sur l'EEE. Ainsi, un enseignement fondamental pour l'avenir de l'intégration européenne de la Suisse se dégage du succès de la campagne des opposants: s'ils entendent combler le fossé qui les sépare aujourd'hui des opposants, les partisans de l'intégration européenne doivent trouver un moyen de fier favorablement la cause qu'ils défendent avec les croyances des Suisses; ils doivent, autrement dit, montrer en quoi l'identité suisse peut s'accommoder d'une ouverture vers la CE, voire même être renforcée par cette ouverture.

